



Procès khmer rouge : Duch fera appel de sa condamnation à 30 ans de prison

publié le **27/07/2010**, vu **1725 fois**, Auteur : [SAID ISSA](#)

PHNOM PENH, Cambodia - Kaing Guek Eav, alias "Duch", l'ancien dirigeant khmer rouge condamné lundi à 35 ans de prison par le tribunal spécial de Phnom Penh pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité, va faire appel, a annoncé mardi un porte-parole du tribunal.

L'avocat de "Duch", Kar Saruth, "m'a dit qu'il allait faire appel. Il a dit qu'il aurait même fait appel d'une condamnation à une journée de prison", a ajouté le porte-parole, Reach Sambath.

Kaing Guek Eav, 67 ans, est le premier responsable traduit devant ce tribunal international soutenu par les Nations unies. Quarante ans de réclusion avaient été requis contre lui pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité.

L'accusé, qui a reconnu son rôle dans l'organisation de la prison de Tuol Sleng (S-21) à Phnom Penh et demandé pardon aux familles des victimes, est resté impassible, le regard lointain en écoutant la sentence, qui signifie qu'il pourrait un jour sortir de prison. Condamné à 35 ans d'emprisonnement, il ne devrait toutefois passer que 19 ans derrière les barreaux, le tribunal ayant notamment pris en compte le fait qu'il est détenu depuis onze ans.

Tuol Sleng était une école élémentaire transformée en prison par les Khmers rouges pour ceux qu'ils considéraient comme les pires ennemis d'Etat, espions, traîtres et saboteurs.

Nombre des 16.000 personnes qui y sont passées ont été torturées. Les bourreaux les ont électrocutées, leur ont arraché les ongles des orteils ou les ont quasiment noyées afin de leur soutirer des aveux. Aujourd'hui, S-21 est devenue un musée. Ses murs de béton sont recouverts des images d'hommes, de femmes et d'enfants, photographiés juste avant leur exécution.

Sous le régime khmer rouge de 1975 à 1979, plus de 1,7 million de Cambodgiens, soit environ un quart de la population, sont morts exécutés ou épuisés par le travail forcé, ou encore victimes de la famine ou du manque de soins médicaux. AP

par **Canadian Press**